

ADHÉSION DES ASSOCIATIONS ET PERSONNES MORALES

Conformément à l'article 6 des statuts et l'article 3 du règlement intérieur¹, les adhésions des associations et personnes morales sont soumises à la délibération du Conseil d'administration.

Pour éclairer leur délibération, les membres du CA demandent les pièces suivantes :

- les statuts ;
- Un rapport d'activité ou un projet d'orientation ;
- le positionnement par rapport aux revendications d'Iskis.

Une fois ces documents communiqués, le Conseil d'administration se réunira dans les meilleurs délais et vous communiquera sa décision.

REVENDEICATIONS

Urgentes

Nos revendications	Votre position
L'arrêt des opérations et médications d'assignation des personnes intersexes jusqu'au libre choix de la personne	
Une dépsychiatisation effective de la transidentité incluant son retrait de la liste des maladies mentales dans les textes de référence ; la prise en charge des transitions comme états de santé non pathologiques	
L'accès aux soins garanti pour toutes les personnes migrantes, sans délai de carence	
De l'information, des campagnes régulières et pertinentes sur les IST et les différents moyens de prévention en direction des populations LGBTI	

¹ Consultables sur le site Web

Un engagement des pouvoirs publics pour prévenir le mal-être et le suicide des personnes LGBTI, les discriminations les atteignant ; l'interdiction des thérapies de conversion	
---	--

Familles

Nos revendications	Votre position
La pleine reconnaissance du lien de filiation entre l'enfant et chacun de ses parents sociaux sans condition de mariage	
La fin des discriminations par les centres de conservation des gamètes envers les personnes transgenres ou intersexes	
L'arrêt des discriminations à raison de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre dans les jugements d'adoption et de garde	
Un encadrement par la Loi de contrats éthiques de gestation pour autrui garantissant le respect des personnes gestatrices et des enfants à naître	
L'ouverture de la PMA (Procréation Médicalement Assistée) à tou·te·s sans discriminations et dans les mêmes conditions	

Personnes exilées

Nos revendications	Votre position
L'accord systématique du droit d'asile aux personnes LGBTI exilées fuyant leur pays à raison de leur sexe, orientation sexuelle ou identité de genre	
La fermeture des centres de rétention administrative	

La cessation des renvois vers le pays d'entrée dans l'Union Européenne et abrogation des accords de Dublin	
L'allongement des délais de recours lors de la procédure, l'arrêt des audiences par visio-conférence	
L'interdiction des tests osseux visant à déterminer la minorité des personnes	
Le respect du droit au séjour pour raison de santé	
Un hébergement et une allocation assurées pour toute personne en demande d'asile	

Santé

Nos revendications	Votre position
Des études épidémiologiques et des actions de prévention à destination des femmes ayant des relations sexuelles avec d'autres femmes	
De l'information, des campagnes régulières et pertinentes sur les IST et les différents moyens de prévention en direction des populations LGBTI	
Un accès au dépistage des différentes IST gratuit et garanti sur tous les territoires	
La garantie universelle d'accès aux soins et aux traitements pour les personnes séropositives au VIH ou aux hépatites, y compris pour les personnes incarcérées, migrantes et travailleuses du sexe	
Un accès effectif et gratuit aux différents moyens de prévention des IST (Infections Sexuellement Transmissibles), du VIH et des hépatites	
La vaccination contre le papillomavirus, effective et remboursée, pour tou·te·s	

les jeunes, sans distinction de sexe, genre et orientation sexuelle	
La possibilité pour les associations de pratiquer le test rapide de dépistage de la syphilis	

Sexe et identité de genre

Nos revendications	Votre position
Le changement de la mention du sexe et du prénom à l'état civil libre, gratuit sur simple déclaration en mairie, sans expertises et sans stérilisation forcée	
Le libre choix de son parcours de transition et ses médecins, conformément à la loi, et l'abolition des protocoles inhumains encore existants, notamment ceux de la SoFECT	
L'abolition du système de genre administratif, dont la mention de sexe à l'état civil, le numéro INSEE et leurs mentions sur les papiers d'identité	
Le respect du droit à la vie privée des personnes transgenres et intersexes dans tous les aspects de la vie sociale : civilité et prénom d'usage, mentions de modification de l'état civil, dossiers médicaux	
Des études épidémiologiques sur les personnes intersexes d'une part et sur les personnes transgenres d'autre part afin d'identifier et de prendre en compte leurs spécificités	
L'indemnisation des personnes intersexes victimes de mutilations	

Lutte contre les discriminations

Nos revendications	Votre position
Un engagement des pouvoirs publics	

<p>pour prévenir le mal-être et et le suicide des personnes LGBTI (Lesbienne, Gay, Bi, Transgenre, Intersexe), les discriminations les atteignant ; l'interdiction des thérapies de conversion</p>	
<p>L'abrogation de la loi de pénalisation des clients de travailleur·se·s du sexe et des arrêtés municipaux ou préfectoraux réprimant la prostitution et mettant en danger les travailleur·se·s</p>	
<p>Un engagement des pouvoirs publics dans la lutte contre la sérophobie</p>	
<p>Une éducation populaire, dès l'école, à l'égalité et la diversité des sexes, identités de genre et relations affectives</p>	
<p>La mise en place d'actions concrètes face à toutes les formes de harcèlement et de violences, notamment en milieu scolaire, au travail, sur Internet et dans l'espace public</p>	
<p>La révision des critères d'exclusion du don de moëlle osseuse, actuellement fermé aux hommes ayant ou ayant eu des relations sexuelles avec des hommes</p>	
<p>Des moyens matériels, humains et financiers aux associations de défense des droits humains</p>	
<p>L'intégration des différentes sexualités, sexes et identités de genre dans les programmes de formations initiale et continue (enseignement, santé, administrations, forces de l'ordre, etc.)</p>	